

Finalement, je voudrais souligner à nouveau la proposition de mon collègue concernant le fait que la Banque du Canada publie ses études économiques de la même façon que le *Federal Board of Reserve* des États-Unis. Je ne parle pas d'études sur des questions de régie interne, mais de nombreuses autres pourraient être effectuées de cette façon. Lorsqu'il a comparu devant le comité, le gouverneur a laissé entendre que ces études pourraient être entreprises. Elles ne pourraient l'être trop tôt.

M. Johnson: Monsieur le président, je voudrais appuyer les observations de mes collègues les députés de Medicine Hat et de Fraser Valley et des membres du Ralliement des créditistes, qui ont énormément animé le débat. Je pourrais aussi mentionner le député de Kootenay-Ouest, qui a exprimé certains sentiments qui nous touchent d'assez près.

On sait fort bien au Canada, à l'heure actuelle, qu'il faudrait distribuer des capitaux parmi la population et ne pas les laisser s'accumuler davantage entre quelques mains. Quiconque s'adonne à l'agriculture de nos jours sait que son revenu ne dépend plus de la solidité de ses reins mais presque entièrement du montant des capitaux qu'il pourra amasser, obtenir ou emprunter pour financer l'automatisation et la mécanisation de son exploitation. Le gouvernement a compris dans une certaine mesure la nécessité de contrôler la masse monétaire, mais, par exemple, il a concentré beaucoup trop son attention sur l'industrie du bâtiment au lieu de traiter du problème fondamental. Depuis plusieurs années, le gouvernement a eu pour principe, pour influencer le régime monétaire de notre pays, de permettre à l'industrie du bâtiment de connaître périodiquement une courte période de prospérité.

Si l'on s'entretient avec des gens de cette industrie, on constatera qu'ils demandent surtout un financement soutenu et peu élevé pour ne plus être constamment réduits à l'inactivité par les fluctuations des politiques du gouvernement à cet égard. Tout récemment, le ministre du Travail a donné une allocution à Vancouver au sujet de cette industrie. Le reportage des journaux s'intitulait: «Les habitations privées appartiennent surtout à la classe aisée, dit le ministre du Travail». L'article mentionne aussi le besoin de construire des logements sociaux pour loger une classe de gens qu'on a toujours considérés capables de pourvoir à leurs propres besoins en matière d'habitation. Il serait bon que le ministre du Travail, ainsi que le ministre des Finances, s'occupent du problème fondamental au lieu de chercher à faire du rafistolage

[M. Gilbert.]

pour remédier tant bien que mal à la situation. Le ministre du travail doit savoir, après ses entretiens avec les gens de l'industrie de la construction, que les logements sociaux sont les habitations les plus onéreuses construites au pays à l'heure actuelle. Ce qui coûte le plus cher dans la construction n'est pas le bois de charpente ou le ciment mais le financement des sommes nécessaires. L'un des plus graves problèmes aujourd'hui est celui du financement des dettes contractées pour la construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles et pour la mise en valeur de notre pays.

• (9.20 p.m.)

Mes collègues ont habilement parlé d'une banque de développement municipal, donc je ne veux pas m'attarder trop longtemps sur ce sujet. Toutefois, il est encore nécessaire que nous éduquions les Canadiens pour qu'ils apprennent la signification de la politique monétaire gouvernementale. Nous avons été témoins d'un fait étonnant au cours des réunions du comité des finances: une tentative de l'Association des banquiers pour simplifier à outrance la structure du système monétaire. Je me suis reporté à ce fait, vendredi dernier, en signalant les moyens d'établir une équivalence entre l'argent et toutes les autres marchandises qui nous sont familières. C'était délibérément, une tentative pour tromper les Canadiens sur la signification de l'argent et la place qu'il tient aujourd'hui dans l'économie. Les économistes, en lisant la série des procès-verbaux, doivent se sentir crispés devant ces simplifications à outrance des banquiers, qu'animait apparemment l'espoir que les Canadiens se laisseraient prendre et placeraient le problème de la masse monétaire ailleurs qu'entre les mains mêmes du gouvernement au pouvoir aujourd'hui.

Le représentant de Medicine Hat a parlé du rôle que joue la Banque du Canada en assumant une partie de la dette nationale et en augmentant, par conséquent; la masse monétaire du pays. Le gouverneur de la Banque du Canada a dit, je sais, qu'il préférerait qu'on emprunte l'argent des États-Unis plutôt que de laisser la Banque du Canada le produire ainsi, mais notre parti croit que celle-ci est appelée à jouer un rôle beaucoup plus important en ce qui touche la politique monétaire et la masse monétaire.

J'ai été fort aise ce soir d'entendre le ministre des Finances donner une portée internationale au débat en déclarant qu'aucun pays au monde n'avait encore élu un gouvernement créditiste. Il sait pourquoi. Entre autres raisons, c'est que bon nombre des gouvernements, y compris celui que nous avons au Canada aujourd'hui, ont adopté en partie les politiques préconisées par le Crédit social depuis 1935. Nous soutenons que les gouvernements pourraient aller plus loin dans cette